

Lyazid Benhami¹

Écrivain, vice-président du Comité de Mobilisation de la Journée Mondiale de la Culture Africaine, vice-président de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises de Paris



LES ASPIRATIONS DE LA JEUNESSE ALGÉRIENNE

La jeunesse est une caractéristique démographique de l'Algérie. La gestion rentière du pouvoir depuis 1962, aux graves effets de misère sociale, ne suffit pas à la volonté des jeunes algériens de voir être développés un enseignement au minimum de qualité, la capacité de s'investir dans le monde du travail moderne, le droit de disposer librement d'un capital culturel cruellement manquant aujourd'hui et enfin d'accéder au socle minimal des libertés, notamment politiques, dont l'Hirak porte la revendication.

Youth is a demographic characteristic of Algeria. The rentier management of power since 1962, with its serious effects of social misery, is not enough to satisfy the desire of young Algerians to see the development of a minimum of quality education, the ability to invest in the modern world of work, the right to freely dispose of a cultural capital that is cruelly lacking today, and finally, access to the minimal base of freedoms, particularly political freedoms, which the Hirak is demanding.

SI L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE DES ANNÉES 1960-1980 n'est plus la caractéristique de l'Algérie d'aujourd'hui, la jeunesse reste une force qui pèse et pèsera pour l'avenir de l'Algérie. 45 % de la population a moins de 25 ans. La croissance du pays lui a assuré tant bien que mal de meilleures conditions d'éducation, de santé, de logement. Mais l'ouverture du monde a donné de nouvelles dimensions à ses aspirations. Elles ne peuvent plus être satisfaites « à peu près » par l'exploitation en dents de scie de la rente pétrolière. Il faut des sauts qualitatifs qui vont dynamiser

1. Références : *Rapport de suivi de la situation économique 2021* (Banque Mondiale) ; du *Rapport principal de l'enquête algérienne sur la jeunesse* (Sahwa 2016) ; *Chiffres ONS*, de l'Office National de la Statistique (Algérie) ; de *Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf* ; *Le phénomène des harragas, les migrants algériens, ne faiblit pas* (France24.com) ; « *Harraga* » : *Une fuite collective qui séduit des Algériens prêts à risquer leur vie* (Arabnews fr) ; *Hirak : le jour d'après* (lematindalgerie.com).

les structures politiques, économiques et culturelles du pays. Nous distinguons au moins quatre champs où s'expriment ces aspirations nouvelles. L'enseignement, et notamment l'enseignement supérieur, qui est la clé de l'entrée sur le marché mondial de l'emploi. L'accès au travail et à l'entrepreneuriat, avec une jeunesse qui rêve de start-ups numériques et d'emplois où l'on soit libre et autonome. L'élargissement du champ culturel, qu'il s'agisse de la redécouverte du patrimoine et de l'histoire algérienne, de l'approche des cultures du monde, de l'intégration dans le grand mouvement des jeunes du monde pour l'environnement. Et enfin, et sans doute au-dessus de tout, la jouissance de libertés politiques nouvelles, exacerbée par l'inachèvement du Hirak, ce mouvement de contestations et de manifestations populaires algériennes initié en février 2019. Autant d'aspirations, complexes mais pas inatteignables, qui agitent la jeunesse en Algérie et dans la diaspora.

La conquête de l'indépendance et la bases du développement

La jeunesse algérienne a toujours joué un rôle déterminant dans l'histoire contemporaine de l'Algérie. Elle fut souvent à l'initiative du destin national, et en fut parfois victime.

La guerre d'Algérie fut déclenchée par des jeunes qui refusèrent le dictat colonialiste mais aussi la vision et le chemin proposés par les anciens. Après l'indépendance algérienne acquise en 1962, ce sont à nouveau ces jeunes qui s'exprimèrent pendant le Printemps berbère d'avril 1980, durant les révoltes du 5 octobre 1988, pendant le Printemps noir d'avril 2001 (autant d'événements avec leurs lots de morts et de victimes), et enfin à partir du 22 février 2019 au sein du Hirak.

Ils étaient six jeunes à avoir déclenché les événements d'Algérie, qui deviendront par leur force de conviction la « Guerre d'Algérie » : Krim Belkacem, Didouche Mourad, Larbi Ben M'Hidi Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaid, Rabah Bitat. Ils seront rejoints par bien d'autres. Ils ont mené le destin de l'Algérie colonisée par la France depuis 132 ans vers la libération. Pourtant leurs aînés, Messali Hadj et Ferhat Abbas, avaient dans un premier temps proposé, l'un l'assimilation, l'autre l'autonomie envers la France.

Une fois l'indépendance acquise au prix de sacrifices de centaines de milliers de jeunes, le régime de l'Algérie nouvelle n'a pu permettre à sa jeunesse de consolider ses aspirations de liberté et ses ambitions de construire un pays démocratique et social telles qu'érigées dans le premier projet de société algérienne, le Congrès de la Soummam en aout 1956. Celui-ci se voulait le fondement d'une constitution

d'un État algérien moderne, laïque et démocratique. Dès 1963, le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) a vu le jour. L'une des premières mesures prises a été de supprimer la pléthore d'enfants cireurs de chaussures dans la rue et de créer des centres sociaux pour la protection de l'enfance. Le premier directeur du MJS n'était autre qu'Hervé Bourges, au côté du ministre d'alors Abdelaziz Bouteflika. L'Algérie indépendante a néanmoins jeté les bases du développement.

La jeunesse par les chiffres

En 1966, au premier recensement de la population algérienne après l'indépendance, nous comptions 12 millions d'Algériens. La part de la tranche d'âge des 15-34 ans se situait à 28,48 % de la population, soit environ 3 445 000. En 2012, la population algérienne a triplé pour atteindre 37,1 millions. La jeunesse *également*, les 15-34 atteignant 14,3 millions soit 38,65 % de la population totale. Tandis qu'en 2018 l'estimation de la population avoisine 41 millions (source ONS), dont 37 % appartient cette fois-ci au 0-19 ans. Selon les prévisions de l'Office National des Statistiques, au 1^{er} janvier fin 2021 la population algérienne avait atteint les 44,7 millions d'habitants. La part des moins de 30 ans représente près de 55 %, et ceux de moins de 25 ans près de 46 % de la population totale. En effet, la population de l'Algérie est jeune. Suivant les experts de l'ONS, en 2040 la population algérienne avoisinerait les 58 millions, et proportionnellement la part des jeunes sera encore très prégnante. Depuis l'indépendance, la situation générale des enfants s'est beaucoup améliorée.

1^{er} champ : l'enseignement et les rivalités linguistiques

L'accès et la fréquentation de l'école en cycle primaire, moyen et secondaire sont, selon les chiffres officiels, en constante progression. La scolarité est gratuite et obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans. Le taux d'enfants admis en première année d'école primaire ayant fréquenté le préscolaire serait en augmentation, passant de 16,5 % en 2006 à 50,2 % en 2013. Près de 98 % des enfants atteindraient la dernière année du cycle primaire en 2013, tandis que déjà en 2013 plus des trois quarts se hissaient aux cycles moyen et secondaire.

Ces dernières années, l'éducation dans la petite enfance et le taux d'achèvement de l'enseignement secondaire se sont nettement améliorés. Environ 75 % des enfants de 5 ans ont fréquenté un établissement dit d'enseignement formel (de la petite enfance), soit 8 % d'augmentation en 2019 par rapport à 2013. On notera par ailleurs que le taux de croissance est plus nuancé dans les villes que dans les régions rurales.

Selon les chiffres du Ministère de l'Éducation Nationale, l'évolution du nombre d'élèves est en hausse constante d'une année à l'autre. Pour l'année scolaire 2019/2020, le nombre total des élèves scolarisés a atteint 9 561 350 élèves tous cycles confondus, contre 9 211 640 élèves en 2018/2019, soit une progression de 3,8 % (349 710 élèves de plus) avec un taux de féminisation de 49 %, soit 4 718 548 filles. Les élèves du palier primaire (y compris les élèves du préparatoires) représentent 54 % du total des élèves et le reste des taux est réparti entre les cycles moyen et secondaire.

S'agissant du système éducatif, l'absence d'un équilibre dans l'ingénierie pédagogique entre les disciplines académiques et les disciplines d'éveil (arts, culture, musique, éducation physique et sportive) notamment dans le primaire, prive plus de quatre millions d'enfants d'un épanouissement éducatif harmonieux et plus d'un million et demi d'étudiantes et d'étudiants.

La qualité de l'éducation reste un sujet de préoccupation et un enjeu pour l'Algérie

« L'Algérie a obtenu un score très bas dans le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)²⁵ en 2015, se classant 68^e sur 70 pays ».

Dans le secteur universitaire, depuis l'indépendance un effort constant dans la construction des infrastructures éducatives a permis à des millions de jeunes d'être scolarisés et d'accéder à l'enseignement supérieur. Les écoles, les collèges, les lycées et plus tard les universités ont été multipliés dès les années 1970. La première université algérienne a vu le jour à Oran, suivie par des complexes et campus de grande qualité, notamment l'Université de Bâb Ezzouar qui formera des ingénieurs et architectes de haut niveau. L'institut d'agronomie de Mostaganem et l'université de médecine forment des scientifiques. La politique d'octroi de bourses internationales a permis également à certains lauréats de se perfectionner à l'étranger, en Europe et notamment aux États-Unis. La compagnie nationale de l'énergie et des hydrocarbures, la Sonatrach a financé beaucoup d'étudiants à haut potentiel, en octroyant à certains des bourses en devises à l'étranger. Une partie de ces étudiants est revenue travailler au pays, mais la plupart d'entre eux restent à l'étranger du fait d'un marché du travail plus attractif et davantage adapté dans les pays d'accueil.

L'enseignement a été un domaine d'expérimentation qui continue de susciter débats et réactions. En effet, si nous regardons uniquement sous le prisme de l'enseignement et de la diffusion des langues, nous remarquons que parfois l'idéologie prévaut au détriment des besoins de la société. L'utilisation de la langue française et son héritage sont sans cesse remis en cause dans l'Algérie indépendante. L'arabe est

la langue nationale et officielle du pays, elle est promue sans relâche depuis l'indépendance. Tamazight, la langue berbère, est devenue officielle seulement vers la fin du règne du président Bouteflika en 2016, mais sans pour autant avoir le même statut et bénéficier des mêmes attributs de promotion.

Malgré les progrès enregistrés dans les infrastructures, l'éducation dans le périscolaire reste encore bas et seulement 44 % des jeunes de 15-18 ans accèdent à l'enseignement secondaire. La pauvreté sociale multidimensionnelle touchait 18 % des moins de 25 ans en 2013. Du côté des tranches d'âges supérieures, les jeunes qui accèdent aux études universitaires et les diplômés, les constats sont plus mitigés, voire alarmants. Tout d'abord il est à rappeler que les différentes initiatives d'uniformisation par l'arabisation de l'enseignement ont entraîné des conséquences réelles sur la qualité de l'enseignement. Certains diront qu'elle a eu pour conséquence de créer des générations « d'analphabètes bilingues ». À l'issue de leurs études, les élèves ne sont aucunement performants et ne maîtrisent ni le français, ni l'arabe. L'initiative de l'arabisation s'est effectuée parfois à marche forcée.

En 1966, l'enseignement est bilingue avec une forte dominante française. Dès 1971, « l'année de l'arabisation » le processus consistant à enseigner la langue arabe dans le primaire, puis à l'introduire progressivement dans les différentes filières de l'enseignement supérieur, est enclenché. Il a rencontré des difficultés de mise en œuvre notamment dans les filières scientifiques. Certains étudiants commencent leur cursus en arabe, puis les finissent en français, voire par intermittence. Ce processus est qualifié par certains d'idéologique et par d'autres d'« élément structurant de la nouvelle identité culturelle de l'Algérie indépendante ». Malgré l'officialisation de la langue berbère, le tamazigh, sa place et son usage restent encore en construction.

Le souci d'enseigner une langue par rapport à une autre réside également dans sa capacité à répondre au marché du travail et aux débouchés professionnels. La convertibilité du français en arabe engendre encore moult problèmes pour l'enseignement et les différentes administrations publiques. L'émergence de l'enseignement privé est là pour rappeler que la formation de l'élite algérienne passe désormais et obligatoirement par un apprentissage de la langue française voire aussi de l'anglais. Ce qui n'avantage pas désormais une certaine mixité sociale dans l'enseignement.

Il est à signaler une autre dualité récente, celle de « l'alliance objective entre la langue arabe et l'anglais ». Le rapprochement géostratégique voire idéologique opéré récemment avec les pays du Golfe, qui eux aussi préconisent et utilisent l'anglais,

favorise la promotion et l'enseignement de l'anglais au détriment de la langue française. Il est évident que les langues étrangères, le français et l'anglais, sont appelées communément « langues de travail » pour ce qu'elles offrent d'opportunités pour l'enseignement, pour l'administration algérienne et bien entendu pour les jeunes qui aspirent s'ouvrir sur le monde et travailler à l'étranger.

Quelques constats sont évocateurs sur la situation de l'enseignement général en Algérie. Le taux d'achèvement des études secondaires en Algérie s'est considérablement amélioré entre 2013 et 2019, mais des écarts subsistent entre les régions et les zones rurales et urbaines. L'achèvement des études secondaires est un élément particulièrement important, car c'est un indicateur du niveau de qualification des nouveaux arrivants sur le marché du travail. La plupart des décrochages scolaires ont lieu entre la fin du primaire et le début de l'enseignement secondaire. À l'échelle nationale, parmi les ménages incluant des adultes âgés de 19 à 23 ans, 55 % comptaient un adulte ayant terminé ses études secondaires en 2019, soit une augmentation de près de 20 points par rapport à 2013. Mais de grandes différences entre les régions et entre les zones rurales et urbaines restent visibles. Parmi les étudiants qui désirent continuer leurs études à l'étranger, ou ceux qui n'aspirent plus à vivre en Algérie, ils étaient par exemple plus de 30 000 entre 2017 et 2018 à s'inscrire dans les universités françaises *via* l'agence Campus France. Certains d'entre eux acceptaient de refaire une année de licence en France alors qu'ils étaient déjà en master en Algérie.

2^e champ : l'accès au travail et à l'entrepreneuriat.

Le marché du travail est largement inadapté aux profils des demandeurs d'emplois diplômés ou non, ce qui entraîne un chômage important auprès des jeunes. Plus d'un quart des chômeurs est diplômé de l'enseignement supérieur. C'est notamment plus flagrant chez les jeunes femmes diplômées. 19 % d'entre elles souffrent du chômage. Elles représentent pourtant 60 % des diplômés et en majorité des doctorants (ONS).

Malgré les efforts consentis depuis l'indépendance algérienne, du primaire à l'enseignement supérieur, l'École algérienne n'a pas réussi à donner satisfaction à tous les jeunes. Une très grande partie se retrouve rapidement exclue du système scolaire. La formation professionnelle des jeunes étant très peu promue, l'absence de lien entre le monde de l'éducation et le tissu économique engendre un avenir incertain pour des millions de jeunes en âge de travailler et de participer à la vie sociale du pays.

Le malaise des jeunes est profond

Les sans diplômes ont du mal à s'insérer dans la société, ou à se réorienter, et les diplômés éprouvent des difficultés à trouver un métier en adéquation avec leur formation.

En 2018 et 2020, le taux du chômage général avait atteint 14 %, celui des jeunes des 16-24 ans représentait à lui seul près de 27 %. Selon les prévisions du Fonds monétaire international le taux de chômage global devrait fortement augmenter ces prochaines années pour atteindre 19 % d'ici 2026.

Le mal-être de la jeunesse algérienne n'est pas dû uniquement à la situation et à la complexité du marché du travail et au chômage qu'il engendre. Malgré le potentiel géographique et naturel de l'Algérie offrant au pays une multitude d'alternatives de divertissements et de loisirs, la jeunesse algérienne semble bien peu profiter des opportunités qu'offrent les 1 500 km de côtes sur le littoral méditerranéen, du Grand Sud algérien, des montagnes et des plaines de l'Atlas. Des perspectives de développements touristiques et de loisirs pour cette jeunesse qui n'aspire qu'à vivre sereinement font défauts. Le manque d'équipements structurants et touristiques, sportifs et de loisirs concourent également à ce mal de vivre, et pourtant le secteur du tourisme est porteur en termes de créations d'emplois et de plus-values économiques à l'instar des pays voisins le Maroc et la Tunisie.

Depuis la dernière décennie, un fossé social s'est davantage creusé au sein même de la jeunesse algérienne. Il y a d'une part celle qui a des facilités pour immigrer et construire sa vie à l'étranger, puis celle qui malgré les difficultés bureaucratiques arrive à s'insérer tant bien que mal sur le marché du travail – même si certains jeunes renoncent à travailler dans leur secteur de formation et de prédilection – et d'autre part celle qui reste marginalisée à tous les niveaux et à l'écart des progrès sociaux.

Sous la présidence du Président Bouteflika, la promotion d'une jeunesse entrepreneuriale a vu le jour grâce notamment à des dispositifs et d'outils d'aide aux financements et à la création d'entreprises. Le dispositif de l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (l'ANSEJ) a bénéficié à différents types de structures d'entreprises, majoritairement à la toute petite et micro-entreprise, autrement dit pour les entreprises unipersonnelles et individuelles. Finalement, il s'avère que la politique des subventions dans le domaine de la création d'entreprises a servi plutôt à ramener la paix civile qu'à encourager l'esprit entrepreneurial et juguler une partie du chômage des jeunes. Cette politique n'a pas permis de surcroît de promouvoir la production nationale, seule capable de créer des emplois durables.

Il y a, outre le dispositif ANSEJ, le dispositif ANGEM (l'agence nationale de gestion des micro-crédits) qui a connu la même dérive que l'ANSEJ. Tous deux sont sous la tutelle du ministère de la solidarité. L'ANSEJ fut créée à la suite de réajustement structurel imposé par le FMI et prend en charge une partie du filet social, mais hélas en l'absence d'une méthodologie d'évaluation des politiques publiques en faveur de la jeunesse, ces dispositifs ont montré un faible impact sur l'émancipation économique des jeunes.

L'existence même d'un ministère de la jeunesse et des sports, accouplé à celui du travail et de la solidarité, n'a pas permis de répondre ou alors faiblement, aux attentes dans ce secteur de l'emploi. Dans les années 1990, le pouvoir politique a décidé la mise en place d'un Conseil supérieur de la jeunesse, que le président Bouteflika a supprimé une fois son intronisation. Par décret présidentiel du 27 octobre 2021, le président Tebboune réinstalle ce Conseil supérieur de la jeunesse afin de répondre en partie aux revendications des jeunes et des contestations au sein du Hirak. L'objectif mis en avant est de faciliter l'implication des jeunes sur la scène politique, mais il n'apporte pas concrètement de réponses immédiates en faveur de l'accès à l'emploi et à la vie économique des jeunes.

L'ANSEJ change de nom pour devenir en novembre 2020 l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE). Désormais, les objectifs fixés incluent le soutien aux entreprises à force croissance et innovante dans le secteur des nouvelles technologies et du numérique.

Depuis 2020, les nouvelles entreprises start-ups algériennes voient le jour dans divers domaines sous un label bien règlementé, le label « *Startup* ». Un portail public leur est dédié, *Start Up Dz*, ainsi qu'un fond de l'État mis en place pour accompagner ces entreprises à fort potentiel de croissance, l'*Algerian startup fund* (l'ASF). Depuis sa création en octobre 2020, l'ASF a déjà financé plus de 390 projets innovants. Par la création de cet outil de soutien aux entreprises, l'État algérien aspire à combler le retard pris dans la transition numérique de l'économie algérienne et ainsi permettre à celle-ci de devenir plus compétitive et davantage concurrentielle à l'internationale.

3^e champ - Culture, patrimoine et environnement

Le champ culturel et patrimonial est un sujet essentiel. Les possibilités offertes aux jeunes pour accéder à la culture et à la connaissance se font aussi par l'intermédiaire d'outils adaptés, et ou par une approche plus sociologique. La télévision est pratiquement accessible dans tous les foyers algériens. La proportion des jeunes

possédant des smartphones est importante. La plupart des adolescents en possède un, ce qui alourdit le budget des ménages. Déjà en 2015, plus de la moitié des jeunes utilisaient internet. Les internautes sont plus nombreux parmi les jeunes garçons (59,4 %) comparativement aux filles (45,1 %) Bien que l'Algérie semble avoir du retard dans l'accès au numérique, la jeunesse algérienne est dans sa majorité active sur les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux (notamment Facebook, Twitter, etc.) constituent l'activité qui attire la plus importante proportion de jeunes internautes. Les réseaux sociaux permettent entre autres de tisser des liens, d'avoir des connaissances avec des personnes de différents continents et de s'ouvrir sur les autres cultures. Ils permettent également de partager des informations en temps réel, de mieux communiquer, de créer des communautés d'échanges et de rencontres.

Concernant les loisirs, on note que la fréquentation quotidienne des cafés et des salons de thé, ainsi que celle des mosquées, est davantage du fait des jeunes garçons. Les activités de loisirs réservées aux filles sont plus restreintes. Cet écart se vérifie également dans la pratique du sport ou bien des loisirs, comme ne serait-ce que d'assister à une pièce de théâtre ou à un match de football dans un stade ; hormis la fréquentation des bibliothèques qui a l'avantage de jeunes étudiantes. Un autre constat, celui de l'absence de salles de cinéma sur presque tout le territoire. Le faible niveau quantitatif et qualitatif d'infrastructures culturelles fait défaut. Les salles de sport sont peu nombreuses, et en majorité fréquentées par les garçons. Plus d'un tiers des jeunes filles n'ont jamais pratiqué aucune activité sportive. Au-delà des tabous et des pratiques, certaines disciplines sont minorisées. Les piscines sont pratiquement inexistantes.

Le nombre des galeries d'arts et des musées se comptant sur le bout des doigts fait que la pratique muséale n'est pas développée et ni promue en Algérie. Les sites archéologiques sont peu entretenus et très peu fréquentés même par les jeunes qui ont les possibilités de se déplacer dans le territoire national. Il est à noter que sur l'ensemble des jeunes, 80,4 % vivent toujours au lieu de leur naissance. Mais à retenir que les activités de plein air sont très prisées par la jeunesse algérienne. La fréquentation des plages situées sur tout le littoral méditerranéen est élevée, de même que l'organisation de visites et de pèlerinages sur les sites culturels traditionnels et ou religieux.

Du point de vue culturel et identitaire, certains jeunes algériens se réclament de l'arabité dans le sens d'appartenance à une aire civilisationnelle et culturelle, et non sous le prisme ethnique. D'autres au contraire se définissent plutôt dans l'amazighité. La maîtrise des langues arabe et berbère les désigne tantôt comme arabophones,

tantôt berbérophones, voire les deux ou les trois pour ceux qui utilisent la langue française notamment la jeunesse issue de la *diaspora*.

Depuis une vingtaine d'années, les progrès réalisés dans la construction de routes et d'infrastructures, l'électrification de la majorité des villages et des communes, ajoutée à l'accès au gaz, ont réellement concouru à l'amélioration générale des conditions de vie de la jeunesse algérienne. Grâce aux émissions et programmes proposés, la télévision en entrant dans la plupart des foyers algériens a permis en conséquence aux jeunes de découvrir d'autres facettes du pays et du reste du monde.

Pour aller au collège ou bien simplement à l'école, dans les années 1960 les jeunes devaient effectuer plusieurs kilomètres à pied chaque jour. Aujourd'hui, la situation a bien changé. L'État algérien n'a cessé d'investir dans les transports scolaires et les infrastructures. Il est désormais plus simple d'aller d'une commune, d'une ville ou d'une région à une autre. Les transports routiers, ferroviaires et aériens ont tous évolué. Le désenclavement routier profite également aux jeunes qui peuvent désormais découvrir les villes et les autres régions du pays.

Il est à noter des préoccupations naissantes dans les domaines environnementaux et climatiques. La sensibilisation à de bonnes pratiques dans la vie quotidienne revêt désormais une importance pour la jeunesse algérienne. La préservation des ressources naturelles, l'opposition récente à l'exploitation du gaz de schiste dans le sud algérien, les campagnes de nettoyages dans les villages et sur les plages, voici désormais des sujets qui intéressent une certaine frange de la jeunesse algérienne. Certains sujets environnementaux et inquiétudes sont également débattus au sein du Hirak.

4^e champ : les libertés politiques

En réclamant une reconnaissance identitaire culturelle berbère et algérienne – l'algérianité – et l'ouverture démocratique engendrant plus de libertés, la jeunesse algérienne a essuyé les foudres du pouvoir central d'Alger, notamment en Kabylie. Ce qui nous ramène au Printemps berbère d'avril 1980 qui provoqua les premières révoltes populaires depuis l'indépendance, et au sein desquelles les jeunes lycéens et les étudiants ont été fortement représentés de par leur action décisive.

S'ensuivront les révoltes du 05 octobre 1988 qui ont conduit à une recomposition de la scène politique. Un multipartisme de façade fut ainsi promu, qui donna lieu à des élections interrompues par le pouvoir algérien. Le parti islamiste était porté gagnant par un raz de marée au élections législatives de 1991. La suite des événements est plus tragique. Le parti du Front Islamique du Salut (le FIS),

se voyant floué de sa victoire, n'accepte pas la tournure prise. Ses ramifications armées, l'Armée Islamique du Salut, puis le GIA, prendront le maquis en prétextant de l'arrêt du processus électoral. La guerre civile qui s'ensuit fera au moins 200 000 victimes.

La politique de la « Concorde civile » mise en œuvre par le président Abdelaziz Bouteflika pendant ses deux premiers mandats à partir de 1999 n'a pas atteint tous les objectifs espérés. A. Bouteflika a été appelé à la rescousse par un pouvoir fragilisé par des années de guerre civile. Le 18 avril 2001, la mort d'un jeune algérien en Kabylie, Massinissa Guermah, ravive le sentiment d'injustice qu'éprouve la jeunesse. Sur fond de crise sociale, économique, culturelle et identitaire, des émeutes éclatent dans toute la Kabylie jusqu'au 30 avril 2001. On recense 126 jeunes morts, et plusieurs centaines de blessés. On parle désormais d'événements du Printemps noir de 2001.

Les orientations de développement économiques engagées après l'indépendance n'ont pas permis à l'Algérie d'éviter toutes les tragédies nationales survenues depuis le Printemps berbère d'avril 1980. La guerre civile des années 1990 faisant des centaines de milliers de morts a laissé des traces presque indélébiles, et un traumatisme national considérable, qu'il faudra traiter et élucider à un moment ou un autre. Aujourd'hui, la jeune génération demande désormais de la transparence à tous les niveaux, et tout particulièrement au niveau de l'écriture du récit national.

L'achat de la paix civile

Les politiques dites socialistes, tout d'abord par la réforme agraire en nationalisant les terres, et puis par celle de l'industrie « industrialisante », menées par le ministre Belaïd Abdesselam sous la présidence de Houari Boumediene dans les années 1970, n'ont pu épargner à l'Algérie de devenir une économie de rente basée uniquement sur l'exploitation du pétrole et du gaz. Dans les années 1980, pendant la présidence de Chadli Bendjedid, le cours du prix du baril de pétrole était au plus bas, notamment à partir de 1986. Le déficit de la balance extérieure devant trop important, l'Algérie est devenue très endettée. L'économie ne pouvait ni se diversifier et la production nationale ni répondre aux besoins grandissants de sa population en forte hausse démographique et aux objectifs fixés. Les jeunes en âge de travailler se retrouvent sans horizons. Les politiques de réajustement imposées par le FMI à une Algérie endettée ont pesé lourdement sur l'incapacité du pouvoir algérien à résorber les crises successives des années 1980-1990. Les révoltes du 5 octobre 1988 ont sonné la fin des présidences de Chadli Bendjedid et par la suite ont ouvert le

début sur un avenir incertain, ce qui a débouché sur la décennie noire des années 1990, et « la guerre civile ».

Le président Abdelaziz Bouteflika a pourtant bénéficié d'une manne financière très importante pendant presque toute la durée de ses quatre mandats successifs de 1999 à 2019. Le prix du pétrole élevé a généré des centaines de milliards de dollars de réserves pendant cette période, et l'Algérie a pu se désendetter. Mais l'économie algérienne ne s'est pas diversifiée pour autant et le pouvoir n'a pas entamer les vraies réformes créatrices d'emplois. Au lieu de favoriser l'émergence d'un tissu économique performant et productif, A. Bouteflika a choisi d'assurer voire « acheter » la paix civile, notamment par la création de L'ANSEJ qui a permis de distribuer aux jeunes créateurs d'entreprises des milliards à fonds perdus sans mesurer l'efficacité d'une telle politique. Vingt ans aux affaires avec A. Bouteflika n'ont pas permis de résorber le chômage des jeunes. Pire, l'émergence d'une oligarchie économique et politique a empêché un débat national. Les partis politiques, ne pouvant guère fonctionner démocratiquement, sont devenus pour la plupart des satellites du parti unique FLN. L'opposition au règne de Bouteflika s'amoindrissant, la jeunesse algérienne engage le mouvement du Hirak, déclenché le 22 février 2019 pour dénoncer dans la rue la volonté d'un 5^e mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika.

Toujours les mêmes maux et les mêmes revendications : davantage de liberté, d'ouverture du champ démocratique, de justice sociale et des emplois. Le phénomène des harraga qui ne cesse de s'accroître depuis la mise sous cloche du mouvement du Hirak en 2021 fait craindre le pire des dangers aux milliers de jeunes qui ne trouvent d'alternatives à ce mal vivre et au d'espoir d'une vie sans lendemain en Algérie qu'à quitter leur pays et braver tous les dangers de la traversée de la Méditerranée. La plupart d'entre eux empruntent des embarcations de fortune. Chaque année des milliers de jeunes harraga tentent au péril de leur vie la traversée vers l'Europe. Au drame de ces jeunes, vient s'ajouter l'hémorragie flagrante des jeunes diplômés. Une perte sèche de matière grise pour le pays, pourtant durement constituée par l'enseignement public algérien. Des milliers d'ingénieurs, de médecins, d'informaticiens et cadres font le choix de s'exiler et travailler à l'étranger, en Europe ou en Amérique du Nord. Des générations instruites et formées émigrent faute de trouver un emploi et ou de s'émanciper pleinement en Algérie.

Conclusion

Les profonds et durables malaises vécus par la jeunesse algérienne et les faibles chances de les voir résolus à court terme inquiètent plus d'un. Le chômage et le

mal-être puisent aussi leurs racines dans un marché chaotique de l'emploi, celui-ci devient le dénominateur commun à ces maux et menace encore de s'aggraver au détriment de cette tranche de la population, cette jeunesse déjà fragilisée. Seule une nouvelle vision d'ensemble et à long terme, repensant toutes les conditions de fonctionnement et de développement de la société algérienne tout d'abord en la dégageant du piège idéologique et rentier dans lequel elle est actuellement enfermée, sera à la hauteur d'enjeux d'avenir – qui eux-mêmes s'annoncent déjà comme particulièrement complexes et inscrits dans des contextes régionaux et mondiaux déjà en crises. Les autorités algériennes semblent n'avoir pas répondu de manière concrète et efficace aux revendications portées par la jeunesse au sein de la révolution dite du sourire, le Hirak. Parmi celles-ci, la liberté d'expression, le pluralisme politique et culturel, la transparence dans la gestion des affaires de l'État et la lutte contre la corruption sont des impératifs exigés par la jeunesse algérienne comme préalable à toute adhésion à un dialogue en confiance et pour envisager un futur meilleur. En effet, il est permis d'affirmer qu'au moins tout autant que des processus de marginalisation identifiables par rapport aux logiques rentières dominantes, la jeunesse algérienne souffre avant tout et aussi d'un grand déficit en termes de reconnaissance sociale. Un espoir est pourtant admis au regard du degré de civisme extraordinaire et du pacifisme dont a fait preuve cette jeunesse algérienne au sein de ce mouvement populaire née en février 2019 – le Hirak ou pourrions-nous dire le « Printemps algérien ». Ce dernier va-t-il en définitive déjouer tout mauvais pronostic sur le devenir de la jeunesse, cette ressource si précieuse et si indispensable pour l'Algérie de demain ? ■